

PIERRE CRÉTOIS
& ÉDOUARD JOURDAIN

LA DÉMOCRATIE SOUS LES BOMBES

SYRIE-LE ROJAVA
ENTRE IDÉALISATION ET RÉPRESSION





INTRODUCTION

*Édouard Jourdain
et Pierre Crétois*

Cet ouvrage est issu du premier colloque universitaire consacré au Rojava, ou Kurdistan syrien¹. Il a fallu dix ans pour que se tienne un tel évènement, brisant enfin le silence académique sur le sujet². Pourquoi tant de temps? Est-ce en raison de pressions géopolitiques? De questions idéologiques? De la difficulté d'accéder à un terrain toujours en guerre? Ou tout simplement par absence d'intérêt? Il ne nous appartient pas ici de trancher. Saluons avant tout le courage des intervenants qui ont bien voulu retravailler leur communication pour ce volume

1 Cet ouvrage a été réalisé à la suite d'un colloque organisé à l'université Bordeaux-Montaigne le 22 novembre 2021 dans le cadre d'un projet région mené par Caroline Guibet Lafaye, nous lui exprimons toute notre gratitude. Qu'il nous soit permis de remercier la Région Nouvelle-Aquitaine, le Centre Émile Durkheim ainsi que le laboratoire SPH qui ont permis à ce projet de voir le jour.

2 Les publications concernant le Rojava revêtent souvent une dimension militante dont la teneur qualitative est inégale. Parmi les plus sérieuses et les plus complètes, nous retiendrons celles de Pierre Bance qui nous a fait le plaisir d'intervenir dans le colloque, avec notamment *Un autre futur pour le Kurdistan? Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique*, Rouge et noir, 2017 et *La fascinante démocratie du Rojava le contrat social de la fédération de la Syrie du nord*, Rouge et noir, 2020. À titre d'exception universitaire, nous retiendrons notamment Olivier Grojean, *La révolution kurde : le PKK et la fabrique d'une utopie*, La découverte, 2017.

et les éditions du Bord de l'eau, qui augurent, nous l'espérons, la publicisation de recherches sur une expérience qui continue à être riche d'enseignements pour les humanités.

En 2011, la guerre civile éclate en Syrie. Très vite, les Kurdes syriens, historiquement discriminés par les régimes en place, prennent les armes pour instituer une administration autonome. En juillet 2012, grâce au retrait tactique des troupes du régime de Bachar al-Assad¹, ils contrôlent le Kurdistan syrien, appelé le Rojava, constitué de trois cantons autonomes : Afrin, Kobané et Cizirê. Il est occupé par une partie du peuple kurde qui, répartis sur quatre États (la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Turquie), constitue le plus grand groupe ethnique sans État (plus de 35 millions de personnes). Mais cette confédération transcende les clivages religieux et ethniques : on y retrouve des Arméniens, des Turkmènes, des Arabes sunnites, des Tchétchènes, des Yezidis, etc., sur une zone de 18 300 kilomètres carrés. En 2016, la population administrée par le Rojava compte environ 2 millions d'habitants. Près de 60 % de celle-ci sont kurdes.

Nous retrouvons à Rojava l'ambition d'une révolution sociale durable, où les décisions partent de bas en haut, à partir des communautés de base dans la perspective d'un fédéralisme

¹ Le fait que les YPG aient pu prendre le contrôle de la région grâce au retrait des troupes de Bachar al-Assad explique qu'une partie des insurgés syriens soutenus par la Turquie affirme que les YPG sont inféodés au régime de Bachar al-Assad. Ces idées participent à véhiculer la propagande turque qui réduit les YPG à un pur et simple groupe terroriste du fait de son affiliation au PYD, parti frère du PKK (voir le dernier chapitre de ce volume écrit par Rémi Carcéls). Dans tous les cas, des caractérisations sans nuance empêchent de cerner correctement un phénomène politique nécessairement complexe et parfois ambigu. Aussi, sans nier certaines des accusations adressées aux YPG, elles conduisent à une représentation caricaturale et tronquée de la réalité. Nous nous proposons donc, dans cet ouvrage, de prendre une distance à l'égard de celles-ci pour essayer de comprendre ce qui se passe au Rojava au-delà même des enjeux d'influence diplomatiques et des différents jeux d'alliance d'autant plus troubles que la situation conflictuelle est à un très haut niveau de tension depuis des années.

Introduction

démocratique inaugurant une modernité autre que celle qui légitime l'existence du capitalisme et de l'État. Malgré le silence sur cette révolution, les médias ont toutefois retenu le nom de Kobané, « Stalingrad du Moyen-Orient », qui a vu s'opposer pendant des mois les combattants du Rojava contre les forces de Daesh. Les forces de défense se composent de trois unités combattantes : les Unités de protection populaire (YPG), les Unités de protection féminine (YPJ) et l'Asayesh (force mixte présente dans les villes). L'armée irakienne, bien qu'entraînée par les États-Unis, n'a pas tenu bien longtemps face aux forces de l'État islamique. Au contraire, les forces YPG ont tenu bon et ont même pu venir en aide aux Yezidis d'Irak. Au cœur de la guerre civile, les Kurdes syriens luttent aussi pour mettre en place de nouvelles structures politiques selon les principes dits du « confédéralisme démocratique ».

C'est le 20 mars 2005, à l'occasion du nouvel an kurde, que le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie depuis 1999, rend public son projet de confédéralisme démocratique. Ce projet constitue un véritable tournant dans l'idéologie du PKK. Constatant que la guerre pour l'indépendance d'un État-nation kurde mène à l'impasse, ainsi que l'autoritarisme du marxisme-léninisme, il se tourne vers le confédéralisme démocratique. Cette nouvelle orientation idéologique date peu ou prou de son arrestation, comme il le relate dans *Guerre et paix au Kurdistan. Perspectives pour une résolution politique de la question kurde*¹ : « J'avais déjà travaillé sur ces points avant mon enlèvement. Ce fut réellement un tournant idéologique et politique². » Il s'agit dans ce projet non pas de renoncer au socialisme mais de se tourner vers un socialisme libertaire basé sur l'autogestion et des formes de

1 Abdullah Öcalan, *Guerre et paix au Kurdistan. Perspectives pour une résolution politique de la question kurde*, International Initiative Éditions, 2010.

2 *Ibid.*, p. 29.

démocratie directe qui puissent être coordonnées au sein d'un confédéralisme. L'objectif n'est plus de se positionner dans une lutte frontale qui verrait s'opposer un État établi, la Turquie, et la volonté de naissance d'un autre État, le Kurdistan, mais d'opter pour une stratégie indirecte : le confédéralisme, comme forme politique, peut coexister avec l'État turc en s'établissant déjà *de facto* (c'est le cas à Bakur) et a vocation à s'élargir au Moyen-Orient, voire au monde entier.

Au départ, l'objectif du PKK était de couronner l'existence du peuple kurde d'un État-nation. Mais, vers la fin de cette période (1984-2009), nous avons réalisé que cette couronne était superflue. Au contraire, elle est la source de nombreux problèmes nouveaux comme nous l'avons réalisé et appris par de nombreux exemples. Une constitution démocratique de la société est donc bien plus importante¹.

Cette nouvelle orientation ne doit cependant pas occulter les tensions que l'on retrouve au sein du PKK, entre des courants divisés sur la lutte armée ou la négociation, le marxisme-léninisme et le confédéralisme démocratique². Ces différentes tendances parviennent néanmoins à conserver une unité derrière la figure symbolique d'Abdullah Öcalan. Dans sa brochure *Confédéralisme démocratique* il rend ainsi compte du régime envisagé :

On peut qualifier ce type de gouvernance d'administration politique non étatique ou encore de démocratie sans

¹ Abdullah Öcalan, *La feuille de route vers les négociations*, International Initiative Éditions, 2013, p. 92.

² Voir notamment Ahmet Hamdi Akkaya et Joost Jongerden, "Reassembling the Political: The PKK and the Project of Radical Democracy", *European Journal of Turkish Studies*, n° 14, 2012.

Introduction

État. Les processus démocratiques de prise de décision ne doivent pas être confondus avec les processus auxquels les administrations publiques nous ont habitués. Les démocraties gouvernent, là où les États se contentent d'administrer. Les États sont fondés sur la force, les démocraties se basent sur le consensus collectif. Les postes de responsabilité de l'État sont attribués par décret, bien qu'ils soient en partie légitimés par des élections. Les démocraties fonctionnent avec des élections directes. L'État considère comme légitime l'usage de la coercition, tandis que les démocraties reposent sur la participation volontaire¹.

À cela il ajoute :

[...] le niveau local est le niveau où les décisions doivent être prises. Cependant, la vision sous-tendant ces décisions doit être en lien avec les questions globales. Nous devons nous rendre compte que même les villages et les quartiers urbains ont besoin d'une structure confédérale. Tous les domaines de la société doivent s'auto-administrer et tous les niveaux de la société doivent être libres de participer².

En 2004, Abdullah Öcalan prend contact par l'intermédiaire de ses avocats avec Murray Bookchin afin d'entamer un dialogue constructif. L'âge avancé de Bookchin (83 ans) ne permet pas cet échange. Ce dernier aura toutefois le temps d'envoyer un message au peuple kurde, lu lors de la seconde Assemblée générale de Kongra-Gel³, annonçant l'espoir qu'il

1 Abdullah Öcalan, *Confédéralisme démocratique*, International Initiative Éditions, 2011, p. 23.

2 *Ibid.*, p. 29.

3 Le Congrès du Peuple du Kurdistan (*Kongra Gelê Kurdistan*) est une organisation politique kurde qui a succédé au KADEK (Congrès pour la liberté et la

plaçait en lui pour fonder une société réellement libre et égalitaire, avec notamment l'appui d'Öcalan. En 2006, alors que Bookchin vient de décéder, l'Assemblée du PKK affirme que ses thèses « sur l'État, le pouvoir et la hiérarchie seront mises en œuvre et réalisées dans [leur] lutte... [Ils] mettront [t] cette promesse en pratique comme la première société qui établit un confédéralisme démocratique tangible ». Le territoire auto-administré de Rojava semble constituer les prémisses d'un tel vœu. Le préambule de la Constitution, nommée Contrat social, dispose que « injuste avec les différentes composantes du peuple syrien, le régime tyrannique de l'État-nation a conduit à la destruction et à la fragmentation de la société. Pour mettre fin à ce chaos et faire face aux enjeux à la fois historiques, sociaux et nationaux en Syrie, le système fédéral démocratique est une solution optimale. [...] Le système fédéral démocratique consensuel garantit la participation égalitaire de tous les individus et de tous les groupes sociaux à la discussion, à la décision et à la gestion collectives¹ ». Pour mettre en place ce confédéralisme démocratique, Öcalan compte sur l'organisation de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK) qui regroupe le PKK en Turquie, le Parti de l'Union démocratique (PYD) en Syrie, le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) en Iran et le Parti pour une solution démocratique au Kurdistan (PCDK) en Irak.

démocratie au Kurdistan). Le KADEK était le résultat de l'abandon de la lutte armée par le PKK en 2001, le Kongra-GEL entérine l'abandon du léninisme en 2003 par le KADEK.

1 URL : <https://www.kedistan.net/wp-content/uploads/2017/03/contrat-social-federation-democratique-syrie-du-nord.pdf>

Le Contrat social du Rojava

Durant l'été 2012, le régime de Bachar al-Assad décide de retirer tactiquement ses troupes du Rojava pour se concentrer sur la défense d'Alep et de Damas, mais aussi profiter de la position des Kurdes comme tampon avec la Turquie et comme force luttant contre Daesh. C'est le 29 janvier 2014 qu'est rendue publique la Charte du contrat social, consacrant l'autonomie démocratique du Rojava. Bien qu'aucune référence à Jean-Jacques Rousseau ne soit faite, l'expression « contrat social » en est, au moins indirectement inspirée. Il est intéressant de noter qu'elle est préférée à celle de constitution, cette dernière renvoyant sans doute à la fondation du pouvoir d'État alors que « contrat social » exprime la façon dont des individus acceptent de faire peuple autour d'un engagement politique commun.

Le « contrat social » du Rojava est, en réalité, un engagement que chacun prend avec les autres, c'est la constitution d'un peuple pluriel plutôt que l'organisation d'un État souverain. C'est pourquoi la figure du serment civique revêt une importance particulière dans ce texte. Celui-ci n'est pas sans rappeler le serment que Rousseau suggère aux Corses d'instituer dans son *Projet de constitution pour la Corse*. Dans la version kurde du « Contrat social », le serment est formulé à l'article 6 de la façon suivante :

Au nom de Dieu tout-puissant et du sang des Martyrs, je jure de respecter le Contrat social et ses articles, de préserver les droits démocratiques des peuples et les valeurs des Martyrs, de protéger la liberté, la sécurité et la paix des régions de la Fédération Démocratique de la Syrie du Nord, de préserver l'unité de la Syrie, et de travailler

à atteindre la justice dans la société en accord avec les principes de la nation démocratique¹.

Un préambule et 96 articles composent cette charte. Elle consacre les droits et les libertés des citoyens, en insistant sur ceux des femmes, le multiculturalisme, la liberté d'expression, y compris dans les « représentations picturales » (article 33), l'enseignement dans les langues maternelles et la liberté de religion (l'accent est mis sur la religion yézidie, qui fut longtemps réprimée). Il est à noter que nulle part n'est mentionné le terme de « laïcité », jugé trop autoritaire et antireligieux, et que la propriété privée est reconnue comme un droit sans que soit évoquée l'idée d'un quelconque socialisme.

Certains aspects de la charte s'apparentent néanmoins à la constitution d'une fédération. Ils détaillent la gouvernance des trois cantons qui comprennent trois organes : un exécutif, un législatif et un judiciaire. L'organe exécutif est exercé par un gouverneur qui est élu par l'Assemblée législative et le conseil exécutif, qui est formé par le parti qui a remporté les élections. Ils ont pour fonction de mettre en œuvre les lois et décrets de l'Assemblée législative, ainsi que de faire appliquer les décisions judiciaires. L'organe législatif se réduit à une seule chambre : l'Assemblée législative du canton. Elle est élue pour quatre ans et la parité doit être d'au moins 40 %. Les députés ne peuvent exercer d'autres fonctions que celles de leur mandat. L'organe judiciaire est composé d'un Conseil judiciaire qui garantit l'indépendance de la magistrature. Nous retrouvons aussi dans la charte deux organes de contrôle : une Haute commission électorale, qui contrôle le

¹ URL : <https://www.mdh-limoges.org/IMG/pdf/contrat-social-federation-democratique-syrie-du-nord.pdf>. Ce serment se trouve dans le Contrat social de 2016, non dans la Charte du Rojava de 2014 dont la formule est différente et se trouve à l'article 86.

Introduction

bon déroulement des élections, et une Cour suprême constitutionnelle, qui est composée de sept membres nommés par l'Assemblée législative pour quatre ans.

La Charte du Rojava est appuyée par le mouvement du TEV-DEM, qui est une plateforme d'organisations civiles dont le fonctionnement est horizontal et démocratique. Il constitue le véritable moteur de la société du Rojava dans le processus révolutionnaire. Dans la Charte du TEV-DEM le rôle des communes est ainsi décrit comme suit :

Les communes sont les plus petites cellules et les plus actives. En pratique, elles constituent une société prenant en compte la liberté des femmes, l'écologie, et où est instituée la démocratie directe. Les communes œuvrent à développer et à promouvoir des commissions. Sans rien attendre de l'État, celles-ci cherchent par elles-mêmes des solutions aux questions sociales, politiques, éducatives, de sécurité et d'autodéfense. Les communes instituent leur propre pouvoir en construisant des organismes tels que les communes agricoles dans les villages, mais aussi des communes, coopératives et associations dans les quartiers. Il faut former des communes dans la rue, les villages et les villes, avec la participation de toutes et tous les habitants. Les communes se réunissent chaque semaine, et prennent leurs décisions au grand jour, avec leurs membres de plus de 16 ans¹.

S'appuyant sur le fédéralisme, la Charte du TEV-DEM insiste sur l'autonomie de la commune qui doit prévenir tout retour à un centralisme étatique. En cela la Maison du peuple,

1 URL : www.kedistan.net/wp-content/uploads/2015/10/charte-tev-dem.pdf

que l'on retrouve dans chacune d'elles, doit constituer un lieu pédagogique permettant de vivifier la démocratie.

Un projet socialiste et féministe?

Le confédéralisme démocratique entend aussi promouvoir le socialisme et le féminisme, qui ne sont pas toujours bien clarifiés en termes conceptuels dans la pratique. Le socialisme envisagé est qualifié d'« économie alternative », où les classes doivent disparaître au profit des besoins réels de la société sans retomber dans la planification centralisée dont l'échec a été acté dans les ex-pays socialistes. « Les unités écologiques, sociales et économiques ne visent pas à faire de profit; elles ont pour objectif essentiel la définition et le service des besoins fondamentaux¹. » L'objectif affiché est d'être autosuffisant, des académies économiques forment les entrepreneurs à ces nouvelles pratiques². Dès 2013, se développent les premières coopératives (pain, fromage, vêtements, arachides, lentilles et produits d'entretien). Les institutions du Rojava prélèvent 1/3 des revenus de ces coopératives. Des prix maximums sont décrétés sur certains produits, comme le blé, tandis que toute spéculation est interdite. En termes de ligne économique, la politique socialiste du Rojava entend mettre en place les consignes suivantes de Bookchin :

Au lieu de nationaliser et collectiviser la terre, les usines, les ateliers et les centres de distribution, une communauté écologique municipaliserait son économie et s'associerait avec d'autres municipalités pour intégrer ses ressources dans un système confédéral régional. La terre, les usines,

1 Abdullah Öcalan, *La feuille de route vers les négociations*, op. cit., p. 106.

2 Abdurrahman Hemo, "Rojava's Threefold Economy", *Ecology or Catastrophe*, 26 février 2015.

Introduction

les ateliers seraient contrôlés par des assemblées populaires de communautés libres, et non par l'État-nation ou par des producteurs-travailleurs qui pourraient fort bien acquérir une mentalité de propriétaires¹.

Dans les faits, nous sommes toujours dans une société basée sur la propriété privée des moyens de production avec des échanges marchands qui sont néanmoins régulés par l'exécutif et le TEV-DEM.

D'autre part, le féminisme est largement mis en avant dans la politique qui doit prévaloir au Rojava. Dans son ouvrage *Libérer la vie : la révolution de la femme*, Öcalan insiste sur le rôle que les femmes doivent prendre dans la révolution, en développant notamment la notion de *jineoloji* (science de la femme) qui doit remettre en cause les rapports de domination entre l'homme et la femme. Les femmes combattantes sont en effet souvent mises en avant et constituent des unités redoutables dans la mesure où, comme le remarque Patrice Franceschi dans *Mourir pour Kobané*², les islamistes pensent ne pas pouvoir accéder au paradis s'ils sont tués par des femmes. La parité est mise en avant dans les organes de représentation et elles prennent une part active dans l'économie du Rojava, notamment au sein des coopératives³. Ce féminisme s'inscrit cependant dans un contexte de guerre qui le distingue du féminisme classique occidental.

1 Murray Bookchin, *Une société à refaire*, Écosociété, 2010 (1990), p. 287.

2 Patrice Franceschi, *Mourir pour Kobané*, Éditions des équateurs, 2015.

3 URL : <https://www.revue-ballast.fr/cooperative-de-femmes-rojava/>

La question nationale

Cette révolution s'inscrit dans une région aux tensions géopolitiques complexes, héritière de traditions culturelles et politiques qui le sont tout autant. Cette complexité est prise en compte à l'encontre de toute idéologie qui viendrait nier le problème national ou au contraire en hypostasier un aux dépens des autres :

Le confédéralisme démocratique repose sur le vécu historique de la société et son héritage collectif. Il ne s'agit pas d'un système politique moderne et arbitraire mais bien du résultat de l'histoire et de l'expérience accumulée par la société – c'est-à-dire du vécu de celle-ci¹.

Or précisément la question politique, dans sa forme de la démocratie radicale, est précisément susceptible de renforcer la cohésion de la société notamment dans sa composante pluraliste. « La nation démocratique est multilingue, multireligieuse, multiethnique et multiculturelle, englobant des groupes et des individus aux intérêts divergents. [...] Elle rejette l'équivalence faite entre État et nation, les considérant comme deux formations différentes². »

La révolution dans un seul pays n'est toutefois pas tenable bien longtemps, et pour lier le local au global, « [...] il nous faut établir une plateforme de sociétés civiles nationales, c'est-à-dire une assemblée confédérée, afin de s'opposer aux Nations Unies, qui sont une association d'États-nations sous la direction de grandes puissances³ ».

1 Abdullah Öcalan, *Confédéralisme démocratique, op. cit.*, p. 25.

2 Abdullah Öcalan, *La feuille de route vers les négociations, op. cit.*, p. 27.

3 *Ibid.*, p. 33.

Les échos du Rojava

Certaines incompréhensions ont pu exister entre les Kurdes et les volontaires internationaux dont certains se faisant une idée préconçue du Rojava et de la guerre. Les volontaires en question, relativement peu nombreux (environ un millier, comparé aux 35 000 brigadistes de la guerre d'Espagne) constituaient une masse très hétérogène : certains très politisés, d'autres pas du tout, certains ayant fait l'armée, d'autres n'ayant jamais touché une arme. Cette période des volontaires combattants est toutefois largement révolue : les territoires pacifiés laissent désormais la place à une autre population de volontaires désireux de participer à la reconstruction¹. Le confédéralisme démocratique inspiré par les thèses de Murray Bookchin est loin d'être aussi abouti que certains veulent bien le croire, mais il n'en demeure pas moins que certains germes ne demandent qu'à se développer. Quant à l'armée, elle est en effet structurée et n'a que peu de choses à voir avec les milices anarchistes de la guerre d'Espagne : peut-être est-ce aussi une raison des victoires des YPG.

Notre ouvrage collectif se fera d'ailleurs l'écho des tensions qui existent entre l'idéal utopique libertaire et la réalité de l'exercice du pouvoir en contexte révolutionnaire. L'existence d'un parti unique paraît, par exemple, mettre à l'épreuve notre conception occidentale d'une démocratie fondée sur le pluralisme politique. Face à cela, deux choses doivent retenir notre attention pour éviter de condamner d'emblée comme illusoire l'expérience démocratique au Rojava : l'organisation politique du Rojava ne prétend pas reproduire les standards d'une démocratie représentative occidentale, elle prétend à la démocratie directe très largement inspirée de la tradition libertaire et spécialement de Murray Bookchin. Dans ce cadre, le parti n'a

¹ B. Şoreş, *Plaidoyer pour le Rojava. Réflexions d'un internationaliste sur les aléas d'une révolution*, Acratie, 2019.

pas vocation à porter d'autre programme que de permettre aux assemblées de populaires de diriger elles-mêmes. Cette divergence dans la conception de la démocratie est peut-être une des raisons qui expliquent l'absence quasi-totale de soutien des Occidentaux à l'égard du Rojava (outre le fait que le PKK est classé parmi les organisations terroristes). Cependant, le fait est assez rare, sa capacité à promouvoir à la fois les libertés politiques et les droits humains dans une zone géographique menacée par différents périls liberticides (que ce soit les pouvoirs dictatoriaux ou le fanatisme religieux), devrait interpeller notre bonne conscience démocratique. Mais, rien n'est simple, les luttes d'émancipation dans un contexte de guerre et de révolution ont leurs ambiguïtés, cela fut le cas de la Révolution française, c'est aussi le cas de la révolution démocratique au Rojava à qui l'on a pu reprocher, par exemple, de réprimer une partie de l'opposition et d'être coupable de crimes de guerre¹. Il existe, en effet, une tension aiguë entre l'action idéologique et armée du parti pour l'émancipation du peuple et le respect des libertés et des formes de vie des populations. Ce sont précisément à la fois les espoirs démocratiques et les ambiguïtés concrètes de leur réalisation que notre ouvrage se propose d'éclaircir.

Ainsi, le Rojava n'est certes pas une expérience susceptible d'être dupliquée en Occident, mais elle renvoie à des questionnements qui ont inéluctablement lieu lors de toute guerre révolutionnaire, et ce particulièrement dans une perspective anarchiste où la question éthique, primordiale, renvoie nécessairement à une interrogation et une critique perpétuelle de pratiques pouvant aller à l'encontre des principes qu'elle porte.

¹ URL : <https://urlz.fr/iwto>. Ce rapport a néanmoins été jugé peu sérieux par la Conseil des droits de l'homme de Nations unies sur la Syrie du 10 mars 2017 (URL : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2015/10/syria-us-allys-razing-of-villages-amounts-to-war-crimes/>), voir aussi Pierre Bance, *La fascinante démocratie du Rojava. Le contrat social de la fédération de la Syrie du Nord*, Paris, Éditions Noir et Rouge, 2020, p. 383).